

donner davantage et non pas moins. À tous, un gouvernement authentiquement libéral devait assurer un meilleur soutien financier.

C'est peut-être de la naïveté, mais je suis encore assez jeune pour être démoralisé par cette trahison. Je suis toutefois assez vieux pour savoir que, le moment venu, le Parti libéral devra expier. Il a été assez dit, mais il vaut la peine de le répéter parce que c'est vrai, que les politiques préconisées par le Parti libéral dans l'opposition étaient peu réalistes. Les promesses des libéraux étaient irresponsables, et leur opposition systématique à toute restriction budgétaire pendant neuf ans n'était pas du tout raisonnée; elle était malhonnête et totalement sectaire et ne tenait délibérément pas compte de l'intérêt de notre pays.

J'ai été à la Chambre pendant ces neuf années, et les libéraux ont toujours essayé d'empêcher systématiquement et aveuglément toute compression ou réduction des dépenses. En fait, lorsque notre parti a été porté au pouvoir en 1984, les dépenses de programmes sous l'ancien régime libéral augmentaient annuellement à raison d'environ 13,4 p. 100. Nous avons ramené cela à 4 p. 100 par année. Les députés libéraux ont-ils appuyé les mesures en ce sens? Non, à ma connaissance, ils ne l'ont pas fait une seule fois.

Que faut-il faire maintenant? Devons-nous les féliciter d'avoir compris? Leur politique actuelle est-elle plus raisonnée que l'ancienne? Faut-il y prêter davantage foi? Peut-on s'y fier plus? C'est cela la véritable question.

Le Parti libéral s'est farouchement opposé à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Je m'en souviens fort bien. Au Parlement, sous la direction du premier ministre actuel, ils se sont opposés à l'ALENA, l'Accord de libre-échange nord-américain, et durant la campagne électorale, ils ont promis qu'ils ne le ratifieraient pas à moins que certaines modifications y soient apportées.

Ils se sont opposés à la politique énergétique de l'ancien gouvernement. Ils ont fait obstacle aux modifications visant la protection conférée par les brevets pharmaceutiques. Encore aujourd'hui, nous ne savons guère quelle est leur position sur cette question. Ils ont lutté contre le démantèlement de l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Ils ont dénoncé la déréglementation et la privatisation et ils ont aussi juré d'abolir la TPS, de la supprimer. Il a même été question, dans leur premier budget. . .

**M. Nault:** On y arrive. Il ne faut pas se décourager.

**M. Charest:** Le ministre responsable des institutions financières dit qu'on y arrive. N'ont-ils pas promis dans leur premier budget d'accélérer la réforme de la TPS? Le gouvernement libéral n'a-t-il pas pris cet engagement dans son premier budget?

Qu'a-t-il fait depuis? Rien, si ce n'est nous laisser espérer en vain que la vice-première ministre démissionnera si le gouvernement ne tient pas sa promesse. C'est la lueur d'espoir qu'ils ont offerte aux Canadiens en ce qui concerne les modifications à la TPS.

## Le budget

• (1205)

La justification de ces politiques des conservateurs ne réside pas dans l'adhésion douteuse du gouvernement actuel aux dites politiques, mais dans les résultats obtenus maintenant sur le plan de la productivité des entreprises du pays, de l'accroissement des investissements dans les exportations et de la création d'emplois.

La croissance économique d'aujourd'hui et de l'avenir prévisible est le fruit, en bonne partie, de ces initiatives des conservateurs auxquelles les libéraux ont si vigoureusement et stupidement fait obstruction quand ils étaient dans l'opposition. C'est une chose pour l'opposition d'affirmer que tous les maux du pays sont attribuables au gouvernement précédent. S'ils suivaient cette ligne de pensée, ils devraient aller au bout de leur raisonnement et admettre que ce qui fonctionne maintenant est également attribuable au gouvernement précédent.

Il y a des choses aussi insignifiantes qu'une hausse de 40 p. 100 des échanges entre le Canada et les États-Unis, qui est la principale raison pour laquelle des emplois sont créés actuellement au Canada et contre laquelle ils se sont vigoureusement battus, des choses comme l'adoption de la TPS en remplacement de la taxe de vente fédérale des manufacturiers. Quand on demande à ces derniers pourquoi ils sont plus concurrentiels, ils répondent que c'est justement à cause de la TPS.

Il y a une autre version des choses qu'il ne faut pas oublier. Pour toutes ces politiques, ils font du premier ministre Mulroney un démon. Leurs acolytes et eux n'ont même pas eu la décence de présumer normalement, comme cela se fait dans les débats civilisés propres à une société démocratique, que leurs opposants ont agi de bonne foi pour de bons motifs même si leur politique était erronée. Ce serait une présomption normale, non?

Selon les libéraux, les conservateurs voulaient mettre le pays en vente. Nous étions, selon eux, déterminés à démanteler le gouvernement fédéral. Nous voulions balkaniser le pays, tuer le rêve canadien. Nous voulions imposer au Canada le néolibéralisme de Thatcher et de Reagan. Tel était leur discours pendant neuf ans dans cette enceinte.

Selon le *Toronto Star* du 4 mars, le président du Conseil privé aurait dit qu'il ne se souvenait pas que les conservateurs aient apporté des compressions s'approchant des sept milliards de dollars que les libéraux s'apprentent à supprimer des programmes sociaux provinciaux entre 1996 et 1998. Dans le même article, le journaliste rapporte que le même ministre aurait évoqué le nom d'Erik Nielsen en se vantant d'avoir présenté un budget qui était un exercice plus rigoureux que celui de Nielsen.

Ce sont ces mêmes députés qui, pendant neuf ans, se sont comportés d'une manière tout à fait contraire à leur discours d'aujourd'hui. À ma connaissance, un seul député libéral a agi selon ses convictions. Il n'y en a qu'un qui se soit offusqué de ce budget. Je veux parler du député de Notre-Dame-de-Grâce qui aurait déclaré, toujours selon le même article de journal, que cela allait à l'encontre de toutes les positions que le Parti libéral a défendues, lorsqu'il était dans l'opposition et de toutes ses promesses durant la campagne électorale de 1993.

Ce n'est pas le député de Sherbrooke ni un membre du Parti réformiste, ou encore mon collègue de la Saskatchewan, qui dit